NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

# OTC / LCO a l'oeil sur les media

*Organisation Terre et Culture*

---

**1. France.tv/ Chrétiens oriantaux**

29 novembre 2020

## Actualité Orientales : le devenir du patrimoine arménien de l'Artsakh, et du patrimoine chrétien d'Irak, l'Avent : les recettes du jeûne de Noël.

Voici le lien de la captation vidéo :

Chrétiens orientaux : foi, espérance et traditions – Émission du dimanche 29 novembre 2020 en streaming – Replay France 2 | France tv

---

**2. Les Nouvelles d'Arménie**

3 décembre 2020

## Reconnaissance de l'Artsakh par l'Assemblée nationale largement adoptée : 207 votants, 191 exprimés, 188 pour, 3 contre

Reconnaissance de l'Artsakh par l'Assemblée nationale largement adoptée : 207 (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

'Assemblée nationale a examiné aujourd'hui la proposition de résolution N° 3538 sur la protection du peuple arménien et des communautés chrétiennes d'Europe et d'Orient. Ce texte déposé par le groupe LR affirme comme priorité « *l'urgente nécessité d'aboutir*

*à un règlement définitif du conflit garantissant la sécurité durable des populations civiles affectées et la mise en œuvre d'un processus de paix et de reconnaissance du Haut-Karabakh* ».

Elle a été largement adoptée : sur 207 votants, 191 exprimés, pour 188, contre 3. Un vote historique qui vient une semaine après celui du Sénat français, et qui montre à quel point la France peut être le porte-voix d'un message universel de paix.

Proposition de résolution portée par

Guy **TEISSIER**

# **Protéger le peuple arménien** et les **minorités chrétiennes d'Europe et d'Orient**

Le 27 septembre dernier, un conflit armé a éclaté dans la région caucasienne du Haut-Karabakh, où l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie est entré en guerre contre l'Arménie. **Cette agression militaire confirme la politique expansionniste conduite par la Turquie qui est un facteur majeur de déstabilisation en Méditerranée orientale, au Proche et Moyen-Orient, et désormais dans le Caucase du Sud**

**Le cessez-le-feu, négocié par la Russie consacre la sortie des Occidentaux de tout processus diplomatique au Caucase.**

Cette proposition de résolution des députés LR invite donc le Gouvernement à :

- Protéger la population arménienne, meurtri par ce conflit armé de grande ampleur dans le Sud Caucase.

- Reconnaître la République du Haut-Karabakh et à faire de cette reconnaissance un instrument de négociations en vue de l'établissement d'une paix durable.

- Mettre définitivement fin, avec nos partenaires européens, au processus d'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne.

- Réaffirmer les valeurs fondamentales de l'Union européenne fondées sur la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

- Défendre activement les communautés chrétiennes minoritaires menacées en Europe, en Orient et dans le monde.

**Propositions de loi Les Républicains**
Niche du 3 décembre 2020

Guy Teissier (LR) avait présenté le texte en fin de séance ce matin. « *Nous n'avons pas pu éviter la guerre, évitons le déshonneur* », a lancé le député des Bouches-du-Rhône, applaudi par l'Hémicycle. Il a appelé à aller au-delà des clivages politiques pour « *témoigner à l'Arménie notre reconnaissance à sa fidélité* ». Selon lui, seule « *la diplomatie parlementaire permettra à la France de ne plus avoir à rougir* », la France qui s'est condamnée à l'impuissance diplomatique dans les négociations pour la paix en Artsakh, laissant la place à

la Russie et la Turquie. Véhément vis-à-vis de la politique néo-ottomane d'Erdogan – sa « *motivation à peine voilée est d'anéantir les valeurs de l'Occident* » -, Guy Teissier a dit que la menace été réelle non seulement dans le Caucase, mais aussi au cœur même de l'Europe, parlant de Chypre et de la Grèce.

Il a regretté le fait que, face à la situation en Artsakh, la France soit restée neutre : « *Qu'avons nous fait ? A part certes quelques déclarations convenues…* », a-t-il pointé, avançant l'idée que le chantage migratoire nous a poussé à nous taire. Il a également clairement rappelé le rôle des mercenaires envoyés par la Turquie, qui ont fait la différence sur le terrain. « *Combien de provocations avant que les véritables sanctions ne soient prises ?* », a-t-il harangué.

« *J'ai grandi au milieu des Arméniens à Marseille*, a-t-il rappelé. *Ils sont une partie de notre France, nous ne pouvons pas les oublier* ». Face à cette tragédie, il est urgent que la France pèse pour le droit à l'autodétermination des peuples. Car, après s'être fait prendre ses terres, l'Arménie doit faire face à une menace sur sa culture, son identité. Or, il s'agit du patrimoine de l'Humanité. La France accueille le siège de l'UNESCO, elle a donc une responsabilité particulière. Nous ne pouvons pas rester neutre et détourner le regard. Il faut être à la hauteur de l'amitié séculaire qui n'a jamais été démentie entre l'Arménie et la France. « *Une cause qui nous dépasse, nous rassemble : une cause non communautaire mais universelle* », a dit Guy Teissier, assurant que, si l'Assemblée nationale, à l'instar du Sénat français, demande officiellement la reconnaissance de l'Artsakh, ce serait « *une prise de position forte* », qui permettrait de relancer le débat sur le plan politique et de sortir cette République de l'ombre.

**Revoir le discours de Guy Teissier (à partir de 3:59:00) : http://videos.-assemblee-nationale.fr/direct.10007672_5fc8994915473**

Puis la résolution a été débattue à partir de 15h, en reprise de séance. Michel Fancet (MoDem) a tout d'abord pris la parole, expliquant qu'il était nécessaire que la France maintienne sa position de médiatrice. « Notre action doit être de renouer le dialogue » et de garantir l'accès de l'aide humanitaire et le retour des volontaires : ce ne sont qu'à ces conditions qu'il y aura une véritable issue possible, d'après le député. Par conséquent, « il est nécessaire que nous nous engagions à reprendre négociation : le statut quo ne peut pas être la solution. » Se joignant à une demande plus importante d'action de l'Union européenne, Michel Fancet a dit que cette résolution n'était « qu'une première étape » : la voter, « c'est notre devoir envers l'Arménie et son peuple, comme envers tous les peuples opprimés dans le monde ».

Dans son explication de vote du groupe MoDem, son collègue Jean-Pierre Cubertafon a annoncé que chacun été libre de son vote. « A titre personnel, je voterai pour », a-t-il confié.

Puis ce fut Isabelle Santiago pour les Socialistes et apparentés qui s'est exprimée. Citant le

poète William Saroyan, elle s'est émue d'avoir dû être témoin de cette nouvelle épreuve affligé au peuple arménien qui a dû affronter seul des hommes surarmés. Selon elle, il est donc de la responsabilité des députés de voter cette proposition de résolution qui a été possible grâce à une convergence politique. Citant le recours à la force, le ciblage des populations civiles, le non respect des droits des prisonniers de guerre, l'utilisation d'armes prohibées, le déplacement des populations, Isabelle Santiago l'a pointé : « On ne serait pas loin d'un second génocide ». Dès lors, « dénoncer, manifester ne suffit plus ». Il faut réitérer son amitié et être aujourd'hui à la hauteur de la dramatique situation. « La reconnaissance n'est pas un symbole : c'est un devoir, un devoir dont la France doit s'honorer. » C'est pour cette raison qu'elle a annoncé que son groupe voterait majoritairement pour.

Ce qu'a également expliqué lors des explications de votes sa collègue Valérie Rabault, président du groupe des Socialistes. « Monsieur le ministre, vous dites que vous voulez apporter un soutien aux populations. Pour l'heure, la France a été spectatrice, a-t-elle regretté. Vous revendiquez la neutralité mais la France a toujours su porter une voix, refuser une neutralité dangereuse. » Ainsi, elle votera pour, même si elle a regretté que le parti des Républicains aient voulu faire de cette résolution un patchwork car « le Haut-Karabakh et les Arméniens auraient mérité qu'il y ait un large consensus que vous n'aurez probablement pas ».

La parole fut ensuite donnée à Pierre-Yves Bournazel, pour le groupe Agir ensemble. « Nous devons être lucide face à la Turquie », a-t-il scandé, demandant la continuité de l'aide humanitaire. Concernant la demande de reconnaissance, il a dit mesurer la dimension symbolique, mais a rappelé quelques nuances, donnant toute liberté à chaque membre de son groupe de faire son choix en son propre nom : « En mon nom, je la voterai en toute liberté, toute responsabilité avec lucidité sur l'avenir, nous devons agir. »

François Pupponi, pour le groupe Libertés et territoires, s'est clairement exprimé pour le fondement du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il a expliqué qu'il aurait été judicieux de voter cette résolution avant le conflit car, en indiquant la voie, l'Assemblée nationale aurait fait briller la République au firmament. Mais il est encore temps, selon lui, car cela permettra au moins la protection de la population sur place et de préserver le patrimoine chrétien. Il a également expliqué qu'il voterait pour car « nous n'avons pas été au rendez-vous ». Pire, il y a le sentiment que d'avoir laissé les Azéris agir depuis quelques années, rappellant les chartes d'amitié. Entre le déshonneur, ou sauver notre honneur pour cette petite République par la taille mais ô combien grande par ailleurs, François Pupponi a fait son choix : voter pour, et assurer la survie des Arméniens.

C'est Agnès Thill pour le groupe UDI et indépendants qui a déclaré que le mot « sanction » ne devait plus faire peur : « Les actes doivent enfin suivre les discours », appelant les membres de l'UE à prendre leurs responsabilités. Elle a annoncé donc qu'elle votera pour la résolution,

tout comme la majorité de son groupe, car elle « a le mérite du courage et de la clarté. »
Clémentine Autain pour la France insoumise a eu un discours très fort, interpellant directement le ministre Jean-Yves Le Drian : « Qu'avez-vous fait ? Savez-vous que l'inaction est une action ? Vous et vos prédécesseurs aviez eu 20 années pour trouver une solution pacifique ? Etiez-vous trop occupé avec Erdogan ? ». Elle a également regretté que la France ait aussi oublié les sociétés civiles turques et azerbaïdjanaises, qui militent pour les droits de l'homme. « Monsieur le ministre, vous ne pouviez pas dire que vous ne saviez pas », a-t-elle encore déclaré, mais rappelant à quel point le marché des armes vendues à Aliev peut être lucratif…
Si elle a ajouté que l'objectif général de la résolution était « louable » notamment pour demander la reconnaissance, « pour autant, je ne goûte guère à l'esprit de ce texte » qui n'a été possible qu'à cause du déshonneur de la diplomatie française. « Je ne vois que trop bien ce jeu hypocrite de ceux qui était avant au pouvoir », a-t-elle dénoncé, ne souscrivant pas à l'argumentation des LR, mais témoignant de sa solidarité la plus fraternelle avec le peuple arménien qui a eu « le courage de renverser l'autocratie il y a deux ans » : « dans leur quête de justice, ils auront tout mon soutien. » Lors des explications de vote, elle a expliqué vouloir « défendre le droit, la justice, la paix et non une vision de choc des civilisations. » Elle a demandé à l'ONU de prendre également les choses en mains.
Puis Pierre Dharréville, du groupe de la gauche démocrate et républicaine qui avait proposé un texte différent demandant également la reconnaissance de l'Artsakh, a dressé le constat de l'échec dramatique de la France qui, désormais, « ne doit pas détourner les yeux ». « Nous voulons croire qu'une solution durable est possible, a-t-il espéré, C'était le sens du texte que j'avais déposé il y a quelques semaines. » Car, d'après lui, le texte proposé aujourd'hui présente les choses de façon « trompeuse » car il pointe un conflit d'ordre religieux, mettant dos à dos un axe du bien et un axe du mal. Or, a-t-il assuré : « Il s'agit d'un conflit politique, et une résolution politique sera la solution. » Malgré ces réticences, il a annoncé ne pas s'opposer au texte.
Jean-François Mbaye pour La République en Marche a rappelé que « les outrages sont réels et qu'il faut les dénoncer comme tels. » Mais, d'après lui, « la France doit poursuivre son engagement dans le cadre du groupe de Minsk, comme les autorités arméniennes en font la demande à la France. » Mais, en son nom personnel, il a confié qu'il soutiendrai cette résolution car « trop de sang à couler », même si le groupe LREM a laissé la liberté à ses membres de voter comme ils le souhaitaient. C'est Danièle Cazarian qui a pris la parole pour expliquer le vote du groupe, expliquant qu'en son nom personnel elle voterait pour : « C'est une question d'humanité. Au delà des mots, les Arméniens ont besoin d'acte. »
Enfin, Nicolas Dupont-Aignan (non-inscrit) a dit que cette guerre posait trois questions fondamentales. Tout d'abord, la participation de la France au groupe de Minsk : est-ce un

atout, ou au contraire cela nous a-t-il empêché de prendre des positions plus fortes ? Ensuite, la question des Chrétiens d'Orient : « Oui, ils sont éliminés dans différents pays, et nous ne pouvons pas rester sans réagir. Que faisons-nous quand ils sont exterminés ? ». Et pour finir, il faut faire preuve de fermeté et demander clairement et l'acter à ce que la Turquie ne rentre pas dans l'Union européenne.

Une fois cette discussion générale close, la parole a été donnée au ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian : « Beaucoup dans cet hémicycle et en dehors ressente de l'indignation, et j'en fais partie. Beaucoup dénonce l'attitude de la Turquie, et j'en fais partie. » Car, d'après lui, elle a été dans une attitude de compétition et de connivence, au détriment de la sécurité de la région. « Elle a apporté un appui décisif, y compris par le déploiement de mercenaires », comme ce fut le cas en Libye, a-t-il dénoncé.

« J'entends votre colère, vos craintes, vos questions que vous posez. Pourtant, je ne partage pas l'objectif visé par cette résolution, c'est à dire la reconnaissance, a-t-il nuancé. Parce que nos amis arméniens ne nous demandent pas ça, eux-mêmes ne l'ont pas reconnu. Parce que la demande faite par mon homologue arménien, c'est celle de la sécurité et stabilité après l'accord. » Ajoutant : « J'entends la portée symbolique. Les symboles comptent, mais ce qui compte plus : c'est notre capacité à agir demain. » Or, d'après lui, signifiait la reconnaissance de l'Artsakh nous exclurait de facto de la médiation. Il a annoncé que « cet après-midi, une déclaration des trois coprésidents du Groupe de Minsk sera publié à l'occasion de la réunion de l'OSCE qui se tient en ce moment pour poser les bases de l'action commune. »

---

### 3. La Libre Belgique

2 décembre 2020

## Les députés belges demandent à Ankara de rapatrier les quelque 2.500 djihadistes du Karabakh

La Turquie doit cesser d'interférer dans la guerre du Haut-Karabakh, ramener au pays les quelque 2 500 mercenaires syriens qu'elle y a envoyés et mettre son influence au service d'une résolution pacifique du conflit : tel est le message sur lequel les partis de la majorité se sont entendus dans une résolution qui a été adoptée mercredi par la Commission des relations extérieures du parlement belge.

Une résolution nettement plus musclée que la précédente, rédigée durant l'offensive de l'armée azerbaïdjanaise, mais en retrait de celle qui a été adoptée par le Sénat français, le 25 novembre 2011. Les sénateurs français avaient demandé à la quasi-unanimité la reconnaissance internationale du Haut Karabakh.

Pas de trace de reconnaissance, c'est, selon le coauteur de la résolution, Michel De Maegd (MR) *"la ligne rouge"* qui a été imposée par le gouvernement et le ministère des Affaires étrangères, tenu par Sophie Wilmès (MR). " *Il faut laisser faire le Groupe de Minsk"*, ajoute-t-il.

La résolution demande instamment à l'UE de soutenir ce groupe codirigé par la Russie, les États-Unis et la France pour passer à la phase cruciale, qui est le statut final de l'enclave arménienne en Azerbaïdjan. Le cessez-le-feu du 9 novembre ne dit rien en effet sur ce statut final. Le texte condamne *"le rôle unilatéral"* que la Turquie veut jouer en dépêchant sur place des soldats, aux côtés de l'armée azerbaïdjanaise et des quelque 2000 soldats russes dépêchés au Karabakh.

Les députés demandent aussi au gouvernement de condamner les crimes de guerre, *"notamment l'exécution sommaire de civils et de prisonniers ainsi que des traitements dégradants sur les corps de soldats tués"*. Des images vidéo, tournées par des soldats azéris, montrent en effet que des corps ont été décapités et que des maisons et cimetières ont été saccagés. La Belgique devrait mettre tout en œuvre " *pour que les criminels de guerre soient poursuivis dans le cadre de la justice internationale"*.

La résolution était cosignée par André Flahaut (PS), Samuel Cogolati (Ecolo-Groen), Els Van Hoof (CD&V), Goedele Liekens (Open Vld), Vicky Reynaert (sp.a) et Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen). Elle a été votée à seize voix pour, zéro contre et une abstention, celle du PTB. Elle doit passer en séance plénière d'ici deux semaines.

---

**4. Les Nouvelles d'Arménie**

2 décembre 2020

## Revue de la presse arménienne du 1er au 2 décembre 2020

Retour sur la question des prisonniers de guerre/ La question des prisonniers de guerre reste le sujet dominant dans la presse. Le 30 novembre, le Président Armen Sarkissian a demandé à Vladimir Poutine de l’aide dans la question du retour des soldats et des civils arméniens en captivité en Azerbaïdjan. Les Ombudsmans arméniens et du Karabakh ont accusé la semaine dernière Bakou de retarder artificiellement le processus d’échange des prisonniers de guerre ainsi que la recherche des corps des soldats arméniens tués au combat. Le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a entretemps déclaré que Moscou ne voyait pas de retard délibéré dans le processus d’échange des corps des personnes tuées au Karabakh et des prisonniers de guerre. Selon lui, la géographie du territoire et l’évolution des hostilités font qu’il est difficile de résoudre rapidement le problème, surtout lorsqu’il n’existe pas de listes concrètes de personnes disparues. L’Azerbaïdjan a entretemps déclaré être prêt à échanger des prisonniers de guerre avec l’Arménie selon le principe « tous pour tous ». L’Ombudsman de facto du Karabakh a déclaré avoir recensé 60 prisonniers de guerre et 40 civils qui ont été portés disparus. Les deux groupes d’opposition parlementaire « Arménie prospère » et « Arménie lumineuse » ont déclaré lancer des débats parlementaires sur la

question du retour des prisonniers de guerre et des civils captifs. Les familles et les proches des soldats disparus ou en détention en Azerbaïdjan ont continué leurs manifestations devant le gouvernement et le Ministère de la Défense. Ils se sont aussi rendus devant la base militaire à Vagharchapat, demandant aux autorités de lancer des opérations de recherche à Zangelan. Ils ont également manifesté devant l'Ambassade de Russie et ont donné au représentant de l'Ambassade une lettre demandant à Moscou de les aider dans le processus de recherche et du retour de leurs enfants. Le représentant russe leur a dit qu'ils feraient tout leur possible pour les aider. L'Ambassade a publié plus tard un communiqué déclarant que cette question était « au centre de l'attention des hauts dirigeants de la Russie qui accordent une importance particulière à la mise en œuvre complète des dispositions de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 ». Les familles prévoient d'adresser une lettre semblable à l'Ambassade de France. Les représentants de l'intelligentsia arménienne ont remis des lettres à l'Ambassade de France et à celle des États-Unis les alertant sur l'urgence de la question des prisonniers de guerre. Ils ont également demandé des entretiens avec les Ambassadeurs des trois pays du groupe de Minsk.
Le retrait des troupes arméniennes est terminé/ Le retrait des troupes arméniennes du district de Lachine a achevé la remise à Bakou des districts prévue par l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre. La presse indique cependant que le sort des communes arméniennes de ce district, notamment Berdzor par laquelle passe le couloir de Lachine, reste peu clair. Selon le Maire de Berdzor, de nombreux habitants se trouvent actuellement dans la ville, même si la ville se trouve dans la région de Kashatagh cédée à l'Azerbaïdjan. Selon le Maire, les soldats de la paix russes leur ont dit de baisser le drapeau du Karabakh. Selon eux, le drapeau d'aucun des deux camps ne devait y être hissé. Néanmoins, les soldats de la paix russes n'ont pas précisé si les forces armées azéries entreraient ou non à Berdzor. Le Président azerbaïdjanais a entretemps déclaré vouloir que Lachine passe sous le contrôle de Bakou et que le couloir reliant l'Arménie au Karabakh passe par d'autres territoires. Selon le conseiller du Président de facto du Karabakh, Davit Babayan, en cas de déblocage des voies de communication de transport, comme le prévoit la déclaration du 9 novembre, la relance de l'aéroport de Stepanakert devrait être mise en discussion.

Critique à la suite d'une réunion de Pachinian avec les juges/ Pachinian a rencontré lundi les chefs des forces de l'ordre, le Ministre de la justice ainsi que plusieurs juges de haut rang et membres du Conseil judiciaire suprême (CJS) [chargé de contrôler les tribunaux] pour discuter des enquêtes criminelles en cours, notamment sur les émeutes qui ont éclaté à Erevan le 10 novembre a suite de l'annonce de la déclaration du 9 novembre. Selon la presse, Pachinian était contrarié par le refus des tribunaux de sanctionner l'arrestation avant procès de plusieurs des personnes arrêtées à la suite de ces émeutes. Les personnalités de

l’opposition et d’autres critiques du gouvernement ont déploré le fait même de cette rencontre, accusant Pachinian de faire pression sur les juges et sur le CJS. L’Ombudsman arménien a ajouté sa voix aux critiques. Selon lui, ce genre de discussions compromet l’indépendance et l’autorité du système judiciaire. Vigen Kocharian, membre du CJS, a insisté sur le fait que sa présence et celle de ses collègues à la réunion présidée ne posait aucun problème. La presse note que le Président du CJS, Ruben Vartazarian, n’avait pas été invité à la réunion. Selon de récentes informations parues dans la presse arménienne, Vartazarian serait préoccupé par les efforts du gouvernement pour influencer le système judiciaire.
Un autre député du parti parlementaire quitte le groupe « Mon pas »/ Invoquant des désaccords majeurs avec l’équipe politique au pouvoir en Arménie, un autre député, Gor Gevorgyan, a quitté le groupe parlementaire « Mon pas ». Gevorgyan a fait peu de lumière sur ces désaccords lorsqu’il a annoncé sa décision sur Facebook déclarant seulement qu’ils portaient sur « un certain nombre de questions clés et litigieuses auxquelles l’État est confronté ». Gevorgyan sera dorénavant député indépendant. Quatre autres députés de « Mon pas » avaient quitté le groupe quelques jours seulement après la déclaration du 9 novembre.
Démission du gouverneur de la région de Syunik/ Sans donner d’explications, le gouverneur de la région de Syunik, Hunan Poghosyan, a remis sa démission le 30 novembre. Poghosyan continuera à exercer ses fonctions jusqu’à ce qu’on nomme son successeur. A la suite de la déclaration du 9 novembre, certaines sections de la frontière de Syunik sont devenues de nouvelles lignes de front entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan. Par ailleurs, selon l’infocentre unifié, l’aéroport de Kapan, qui se trouve dans la région du Syunik, restera du côté arménien de la frontière. Le vice-gouverneur de Syunik a entretemps déclaré sur Facebook qu’aucune question de remise d’un village du Syunik à l’Azerbaïdjan n’était en cours de discussion.

Le Président réitère sa position sur la nécessité d’organiser des élections anticipées/ Lors d’une réunion à Moscou avec les représentants de la communauté arménienne de Russie, le Président Armen Sarkissian a réitéré sa position selon laquelle une sortie civilisée de la crise passe par des élections anticipées précédées par la formation d’un gouvernement de concorde nationale. Selon lui, le nouveau gouvernement devrait travailler pendant six mois ou un an, jusqu’à la tenue d’élections éclair. D’après lui, pendant cette période, un référendum devrait également être organisé pour modifier la Constitution. Le Président de facto du Karabakh a déclaré voir l’opportunité de « former un gouvernement d’accord national » au Karabakh.
Les anciens présidents arméniens ripostent à Pachinian/ Dans une publication Facebook, Pachinian a mis en doute la sincérité et le sérieux de la volonté déclarée de Kocharian et Ter-Petrossian de se rendre à Moscou en tant qu’ « envoyés spéciaux » de l’Arménie pour des

entretiens urgents avec les dirigeants russes. Selon Pachinian, les ex-présidents auraient demandé au gouvernement d'organiser une rencontre avec Poutine ou Lavrov et il leur aurait suggéré de parler plutôt à l'ancien président russe Medvedev et d'essayer d'organiser des « réunions de courtoisie » non officielles avec Poutine, Lavrov ou d'autres hauts fonctionnaires russes. Pachinian a déclaré que les deux ex-présidents ne se sont pas rendus à Moscou, même après qu'il ait aidé Kocharian à obtenir une décision de justice permettant à ce dernier de quitter l'Arménie [Kocharyan est en procès pour coup d'État]. Par ailleurs, Pachinian a noté qu'il n'a pas directement parlé aux ex-présidents, mais l'a fait par l'intermédiaire des ex-présidents du Karabakh. Victor Soghomonyan, le chef du bureau de Kocharyan, a rejeté les revendications de Pachinian : « Les mensonges et les déformations sont inséparables de Nikol ». « Le président Ter-Petrossian estime qu'il est inutile de commenter les tourments mentaux du fléau destructeur de la nation » a, à son tour, déclaré le porte-parole de Ter-Petrossian en ajoutant que le peuple arménien n'allait jamais pardonner à Pachinian.

Suite de la visite en Arménie de Youri Djorkaeff/ L'ambassadeur de bonne volonté de la France pour l'Arménie, Youri Djorkaeff, et son frère Denis Djorkaeff, adjoint au maire de la ville de Décines-Charpieu et le conseiller du président de la Fédération de football d'Arménie, qui étaient arrivés en Arménie à bord de l'avion transportant l'aide humanitaire de la France (cf. revue du 27 au 30 décembre 2020) ont été reçus par le Premier ministre. Le haut-commissaire arménien pour les affaires de la diaspora, Zareh Sinanyan, était également présent à la rencontre. Pachinian a remercié les frères Djorkaeff d'avoir soutenu l'Arménie et le Karabakh pendant cette période difficile. Youri Djorkaeff a, à son tour, déclaré qu'ils étaient en Arménie pour apporter un soutien humanitaire et moral, mais aussi pour témoigner de la solidité des liens franco-arméniens. « Nous continuerons notre engagement, nous continuerons d'être à vos côtés » a déclaré Djorkaeff. Plus tard, Sinanyan et les frères Djorkaeff ont visité la fondation de charité « Nous sommes Arméniens » gérée par l'effort de collaboration des Franco-Arméniens et qui fournit une aide humanitaire aux Arméniens du Karabakh. Les invités ont visité le centre de la fondation et ont fait connaissance avec les jeunes volontaires franco-arméniens. Les frères Djorkaeff ont également été reçus par le Ministre arménien des Affaires étrangères qui a exprimé sa plus profonde gratitude pour la solidarité et le soutien de la France et de la communauté arménienne de France aux habitants du Karabakh.

Autres développements/ La visite du Premier ministre Pachinian à Moscou a été annulée sans donner une explication officielle. La presse cite la chaine Telegram Mediaport selon laquelle, la visite a été annulée, car la partie arménienne n'a pas pu obtenir des rencontres de haut niveau. Sans donner de détails, le Service de sécurité nationale (SSN) a déclaré à Armenpress que le directeur du SSN, Armen Abazyan, part pour Moscou. Le Dachnak

Gegham Manukyan, et plusieurs de ses partisans exigeant la démission du Premier ministre ont arrêté leur grève de la faim après que le Catholicos leur ait personnellement rendu visite devant le bâtiment du gouvernement et leur ait demandé de le faire. Ils faisaient cette grève depuis le 23 novembre.
Le MAE sur le meurtre du scientifique iranien Mohsen Fakhrizadeh/ Commentant une question sur la réaction de l'Arménie au meurtre du scientifique nucléaire iranien Mohsen Fakhrizadeh, la porte-parole du Ministère arménien des affaires étrangères, Anna Naghdalyan, a déclaré à Armenpress que l'Arménie exprimait ses profondes condoléances pour l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh et condamnait toutes sortes d'actes terroristes dans la région et dans le monde entier.
Présence russe au Karabakh/ Selon le Ministère de la Défense russe, l'armée russe a installé un hôpital de terrain sur le territoire de l'aéroport de la ville de Stepanakert. Les médecins fourniront un service médical aux soldats de la paix russes en service, ainsi que l'aide médicale nécessaire à la population du Haut-Karabakh.

Les écoles arméniennes reprennent l'apprentissage en présentiel à partir du 7 décembre/ Les écoles arméniennes reprennent l'apprentissage en présentiel à partir du 7 décembre tout en respectant les directives des autorités sanitaires concernant les coronavirus. Les enfants dans le groupe de risque continueront d'apprendre à distance. Les enseignants âgés de 65 ans et plus ou souffrant de maladies chroniques pourront toujours continuer à travailler en ligne. En outre, les règles imposent la fermeture des écoles où au moins 10 % des élèves et du personnel a été infecté.
Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Ambassade de France

*par Stéphane le mercredi 2 décembre 2020*

*© armenews.com 2020*

---

**5 RFI**

2 décembre 2020

## Haut-Karabakh: malgré la rétrocession du district de Latchine, des habitants ont choisi de rester

Haut-Karabakh: malgré la rétrocession du district de Latchine, des habitants ont choisi de rester (rfi.fr)

L'Azerbaïdjan a repris le contrôle de l'ensemble des districts qui avaient été conquis par l'Arménie dans les années 1990 et qui formaient une sorte de zone tampon autour du Haut-

Karabakh. Erevan a rétrocédé, hier, mardi 1er décembre, le district de Latchine. Désormais, le seul lien entre la république autoproclamée et l'Arménie, c'est la route du corridor de Latchine, une bande de 5 km de large, dont la sécurité est assurée par les soldats russes.

*Avec nos envoyés spéciaux à Latchine,* **Anastasia Becchio et Julien Boileau**

Le drapeau du Haut-Karabakh flotte toujours au-dessus de la mairie d'Aghavno, un petit bâtiment en pierre d'un étage, avec un toit en tôle ondulée. À quelques mètres de la rivière qui traverse la vallée, un groupe d'hommes discute autour du jeune maire, Andranik Tchavouchian, en treillis, fusil kalachnikov à l'épaule : « *On nous a coupé l'électricité et je pense que cela a été fait exprès, pour nous pousser à partir d'ici. Mais on a trouvé des générateurs, on s'est débrouillés. Les officiels ont tout fait pour que les gens soient évacués, mais lorsque j'avais des discussions personnelles avec eux, ils me disaient que notre village resterait sous notre contrôle. C'est pourquoi je ne fais pas confiance aux autorités.* »

**Pas de signal clair**

Les autorités du Haut-Karabakh n'ont pas donné de signal clair aux habitants de trois localités situées dans la zone des 5 km de part et d'autre de la route de Latchine. Karina Agikian, 63 ans, fusil à l'épaule, n'imagine pas quitter cette terre pour laquelle elle s'est battue durant la guerre des années 1990 : « *Il y a eu des rumeurs comme quoi on devait partir. Mais moi, je ne veux pas en entendre parler. J'aime cette terre, cette rivière, ces montagnes. Je n'ai pas l'intention de partir d'ici. Je suis arrivée dans ce village en 1993, je venais d'être blessée à la guerre et je me suis installée là. Notre maison, nous l'avons construite nous-mêmes. Quand nous sommes arrivés, c'était en très mauvais état, tout avait été détruit par les combats et on a tout remis en état avec nos moyens. Ici, je me sens bien.* »

Le village de 265 habitants, une cinquantaine de familles, avec ses maisons aux façades blanches et aux toits bordeaux, construites avec l'aide de la diaspora, a subi des dégâts pendant les quarante-six jours de guerre. L'école a été bombardée. Des missiles *Grad* ont touché des maisons. Celle du maire, à l'orée du village, est restée intacte. Dans son jardin : une piscine gonflable et une voiturette renversée. Ses jeunes enfants jouent dans un coin du salon. Pas question pour Andranik Tchavouchian de les envoyer ailleurs : « *Je n'ai pas besoin d'avoir des richesses, je veux continuer à vivre la même vie ici, avec mes enfants, c'est mon choix. J'ai perdu des amis dans cette guerre. Mais moi, j'ai survécu, et je me dis que leur mort*

*ne doit pas servir à rien. Cette terre, ce n'est pas uniquement de la terre, c'est une terre baignée de sang. Pour moi, c'est un lieu sacré.* »

**« *Ce sont les Russes qui ont gagné* »**

Comme huit autres familles du village, celle d'Armen Barsagian a décidé de rester après la rétrocession de tout le district à l'Azerbaïdjan. Ce retraité au visage jovial est arrivé dans ce village, qui était quasiment à l'état de ruine, il y a 27 ans. Sa femme, son fils, sa belle fille et son petit fils sont restés ici. Lui, participe aux rondes nocturnes organisées pour défendre le village de toute intrusion : « *Les Azéris sont à deux kilomètres de là, c'est pourquoi on est sur nos gardes. Cette terre nous appartient depuis la nuit des temps. Mais à l'époque de Lénine, les communistes ont décidé de la donner aux autres. Or, c'est notre terre, on n'a pas à avoir peur d'y rester. Mais on ne peut pas compter uniquement sur la présence de la force de maintien de la paix. Toutes les nuits, on organise des rondes, les armes à la main. En face, ils nous disent : ''Rendez-nous toutes les terres''. Ils veulent nous dicter leur loi, parce qu'ils ont gagné la guerre. Mais en réalité, finalement, ce sont les Russes qui ont gagné*. »

À quelques centaines de mètres en surplomb, au bord de la route, les militaires russes ont installé un poste de contrôle pour surveiller les allées et venues. Ces soldats de la force de maintien de la paix sont présents sur une demi-douzaine de points, le long des 60 km séparant la frontière arménienne de Stepanakert.

---

**6 Marianne**

30 novembre 2020

## Haut-Karabakh : le retour difficile des soldats mutilés et traumatisés en Arménie

Haut-Karabakh : le retour difficile des soldats mutilés et traumatisés en Arménie (marianne.net)

Par Morgane Bona

Plusieurs milliers d'Armeniens ont combattu durant 44 jours contre les forces azerbaïdjanaises au Haut-Karabakh. Les soldats reviennent aujourd'hui dans une société sous le choc d'une défaite inattendue et pas toujours adaptée pour accueillir leurs blessures physiques et mentales.

Ses mains meurtries semblent appartenir à un vieillard. Le majeur droit de Khachik Vardanyan, 35 ans, a été amputé. Le corps de ce soldat volontaire est en miettes, encore constellé des éclats du mortier qui a déchiré ses organes et tué instantanément deux de ses camarades, le 10 octobre 2020. Le trentenaire, diacre de l'église arménienne avant la guerre, se souvient clairement des évènements : *« Pour me protéger, je suis allé sur la gauche. Ils sont allés à droite. Ils sont morts sur le coup. J'ai été touché du côté droit. Ma tête et mon épaule ont été blessées. Des ambulances sont venues pour nous secourir et là, on a encore été frappés. A ce moment-là, j'ai été blessé à la poitrine, aux jambes, aux bras, partout. Les autres personnes sont mortes* ».

Khachik a perdu l'oeil droit et l'ouïe lors de cette troisième guerre du Karabakh, qui a opposé les forces arméniennes à celles de l'Azerbaïdjan entre le 27 septembre et le 10 novembre 2020. Le trentenaire s'était préparé à mourir et, si c'était à refaire, il se porterait à nouveau volontaire pour ravitailler les soldats sur la ligne de front. D'ailleurs, il n'en a pas fini avec le Haut-Karabakh. Après sa longue convalescence, le religieux souhaite retourner dans la région : *« Je l'ai promis à un de mes défunts camarades. Dans mon état, je pourrais continuer à être diacre mais certainement pas prêtre. Car, selon la loi religieuse, le prêtre incarne le Christ. Il représente un idéal, y compris physiquement. Il doit avoir ses yeux, ses oreilles et ses doigts* ». Rien qu'il ne regrette, assure-t-il doucement : *« Je n'ai jamais voulu être prêtre car je ne suis pas assez pur ».*

## DRONES "SUICIDES"

Durant la guerre, la majorité des soldats blessés sur le front ont été transférés depuis Stepanakert, capitale du Haut-Karabakh, vers les hôpitaux d'Erevan, en Arménie. Aujourd'hui, les cas les plus légers ont été répartis dans plusieurs établissements de santé, pour leur rétablissement. Environ 140 militaires bénéficient d'une rééducation au *« centre de réhabilitation des défenseurs de la mère patrie »* situé dans un bâtiment universitaire d'Erevan. Mais l'organisation *« Support for wounded soldiers and soldiers with disabilities »* qui gère l'établissement est aujourd'hui totalement dépassée. *« Initialement, notre centre pouvait prendre en charge la plupart des blessés des guerres précédentes. Mais, cette fois ci, il y en a tellement que nous ne pouvons pas suivre tout le monde »* reconnaît Saten Mikayelyan, chargée de communication de l'ONG, avant d'ajouter : *« Même si, pour l'heure, il n'y a pas de chiffres officiels, selon nous, il y a plus de 5 000 soldats blessés ».*

---

**7.Courrier International** (article complet )

20 novembre 2020

## Vu de Russie : Après la capitulation de l'Arménie, quel destin pour le Premier ministre Nikol Pachinian ?

Dmitri Bavyrine Après que la deuxième guerre du Karabakh s'est terminée pour les Arméniens à mi-chemin entre une défaite douloureuse et une tragédie nationale, on voudrait mettre sur le dos du Premier ministre Nikol Pachinian toutes les vicissitudes du Caucase du Sud. On l'accuse d'avoir trahi les intérêts de la nation, affaibli l'armée, d'être un dirigeant incompétent, lâche, et pire encore. Tout semble être contre lui : l'opinion publique, les manifestants dans les rues, le président, et jusqu'aux membres de sa propre équipe. Il a déjà reçu les démissions du ministre des Affaires étrangères, Zohrab Mnatsakanian, et du directeur du cabinet du vice-Premier ministre, Vagar Sisserian. Certains députés de l'alliance au pouvoir "Mon pas" ont également renoncé à leur mandat. À lire aussi: Guerre. Haut-Karabakh : le cessez-le-feu provoque la fureur des Arméniens Voici quelques scénarios qui s'offrent aujourd'hui à Pachinian : annonce d'élections anticipées, démission sans délai au profit d'un gouvernement d'union nationale, mise en examen. Les services de renseignement ont annoncé avoir déjoué un coup d'État radical qui prévoyait l'assassinat du Premier ministre, mais la justice n'a pas suivi. La justice aussi est donc contre Pachinian. Selon l'opinion la moins radicale dans l'opposition, le Premier ministre a failli politiquement et n'a plus la légitimité morale de gouverner le pays. C'est peut-être vrai, mais Pachinian tient à montrer qu'il n'a pas la moindre intention de quitter son poste, utilisant tous les ressorts de l'état d'urgence militaire pour réprimer ses opposants, et se comporte ouvertement comme un mufle. Pachinian se comporte comme Loukachenko Il a par exemple appelé les soldats à rentrer du Haut-Karabakh à Erevan pour "régler leur compte" à ceux qui "hurlent sous ses fenêtres", à savoir les manifestants qui demandent sa démission. L'ancien "dirigeant démocratique" et leader du "Maïdan arménien" doit son maintien à la seule loyauté des services de sécurité et se comporte peu ou prou comme Alexandre Loukachenko [le président de Biélorussie]. Je ne partirai pas?! Point à la ligne. Tout cela pousse à penser que la principale motivation de Pachinian durant tout ce temps était finalement son propre maintien au pouvoir, quel qu'en soit le prix. De plus en plus de sources proches des négociations autour du Haut-Karabakh affirment qu'au début de la guerre le prix à payer pour l'arrêt des combats était minime : démission de Pachinian, reprise des négociations de paix et intérim du pouvoir par un membre de l'équipe du Premier ministre. Mais Pachinian a refusé, et s'en serait même félicité en privé, fier de n'avoir pas cédé aux pressions?; avant de perdre la maîtrise de la situation. Si cela est vrai, c'est que Bakou avait besoin de la

démission de Pachinian qui auparavant avait catégoriquement refusé de négocier pour un règlement pacifique du conflit au HautKarabakh et ne semblait pas vouloir changer quoi que ce soit à cette situation gelée depuis un quart de siècle. Mais on peut aussi supposer que le scénario de la démission était plébiscité par Moscou, car les relations entre Pachinian et les élites politiques russes sont pour le moins compliquées. À lire aussi: Arménie. Nikol Pachinian, héros de la "révolution de velours", a désormais les coudées franches Parmi les raisons de cet état de fait, les spécialistes pointent du doigt le caractère imprévisible et l'incompétence du Premier ministre, son ego exacerbé, son impudence et sa manière de se croire toujours plus malin que les autres. À cela s'ajoute le fait que l'homme est issu d'un "Maïdan"?; la Russie ne peut pas faire confiance à ce type de profil, surtout après les jeux de Pachinian avec les États-Unis, sa loyauté envers l'Otan et ses anciennes déclarations antirusses. Démissionner reviendrait à fuir ses responsabilités Mais ça, c'était avant. Maintenant, c'est la Russie qui a tout intérêt au maintien de Pachinian au poste de Premier ministre. Les raisons en sont limpides. Pour pouvoir mettre fin à la guerre et éviter la destruction complète de l'Artsakh, la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont conclu un accord de cessez-le-feu. Les conditions sont particulièrement défavorables pour Erevan, mais il n'y avait plus d'autre issue. Il s'agit désormais d'obtenir la mise en oeuvre de cet accord. Pachinian l'a signé, c'est donc lui qui doit s'y coller, si douloureux et désagréable que cela puisse être. Démissionner maintenant reviendrait à fuir ses responsabilités et aller au-devant de gros ennuis. Une fois à la place du Premier ministre, un remplaçant pourrait ruser, désavouer la décision, expliquant n'avoir jamais donné son accord. Ce qui provoquerait un chaos juridique, rendant la situation incontrôlable, relançant les combats alors que les troupes pacificatrices russes sont déjà déployées sur la ligne de front. Autrement dit, nous risquerions de payer le prix du sang pour toute tentative d'Erevan de revenir sur l'inévitable. Afin d'y remédier, nous devons absolument maintenir Pachinian à son poste en tant qu'unique signataire de cet accord, personnellement et politiquement responsable de sa mise en oeuvre "sur le terrain". Le capitaine d'un navire naufragé Vue sous cet angle, l'intransigeance de Pachinian vis-à-vis de la rue est celle d'un véritable leader, d'un capitaine qui sera le dernier à quitter son navire naufragé. À l'inverse, la décision du ministre Zohrab Mnatsakanian apparaît comme une désertion, une tentative d'échapper à ses lourdes responsabilités dans un moment critique pour la nation. À lire aussi: Guerre. Pourquoi la Russie ne se presse pas d'aider l'Arménie au Karabakh Enfin, si l'on s'oppose aux changements politiques par la méthode "Maïdan", mieux vaut s'y tenir fermement. Il y a encore peu, Pachinian était à la tête d'une "révolution de couleur", il représente désormais un pouvoir en place plombé par ses erreurs et haï par son peuple, mais il n'a pas perdu son réalisme et veut résister au chantage des nationalistes populistes. Quand la déclaration tripartite sera entrée en application et que nous n'aurons plus besoin des services de

Pachinian, seule son obstination pourra le maintenir à son poste. Avec beaucoup de chance, il pourrait tenir jusqu'aux élections de 2022, car l'opposition est divisée et manque de figures fortes, le Parlement n'est qu'une armée de marionnettes tandis que les anciens dirigeants se sont discrédités et n'ont plus la confiance des Arméniens. L'Arménie n'est pas la Belgique L'important, c'est de ne pas oublier que cette histoire ne se déroule pas en Belgique, où la crise institutionnelle est un état normal. Mais en Arménie, où les armes ne manquent pas et où il se passe parfois de drôles de choses. Il y a à peine vingt et un ans, le Premier ministre Vazgen Sargsian, le président du parlement Karen Demirtchian, deux membres du gouvernement, un député et un académicien avaient été abattus en pleine session parlementaire. Dmitri BavyrineLire l'article original SourceVzgliad Moscouwww.vzglyad.ru Vzgliad, qui signifie "Regard" ou "Point de vue", est un site d'informations générales lancé en 2005, à destination des hommes et femmes "d'affaires" qui, "malgré leur peu de temps libre, souhaitent non seulement se tenir au courant des[...] Lire la suite Sélection de la rédactionArménieHaut-KarabakhCaucase du Sud. Les services secrets britanniques derrière la deuxième guerre du Haut-Karabakh?? Exode. Les Arméniens fuient le Haut-Karabakh après avoir détruit leurs biens et déterré leurs morts Vu du Liban. Haut-Karabakh : les Arméniens face aux souvenirs douloureux de l'histoire Vu de Géorgie. Le cessez-le-feu au Haut-Karabakh signe le retour de la Russie dans le Caucase du Sud.

---

**8. Le Figaro**

01 décembre 2020

## Que changerait une reconnaissance par la France de la république du Haut-Karabakh ?

Que changerait une reconnaissance par la France de la république du Haut-Karabakh ? (lefigaro.fr)

Saluée par la communauté arménienne, la résolution du Sénat demandant la reconnaissance de la république du Haut-Karabakh s'est confrontée à la réticence de l'exécutif, qui craint de «perdre toute capacité d'influence» dans la résolution du conflit arménien.

«